

# EXTRAIT du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL d'HILLION SÉANCE du lundi 12 décembre 2022

Date de convocation : 6 décembre 2022  
Date d'affichage : 6 décembre 2022

Nombre de Conseillers en exercice : 27  
Nombre de Conseillers présents : 22  
Nombre de Conseillers votants : 27

L'an deux mille vingt-deux, le lundi douze décembre à dix-huit heures trente minutes, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la salle du Conseil Municipal en séance publique sous la présidence de madame le Maire.

**Étaient présents :** A. Guennou – M. Colas – A. Jégouic – K. Guessant – W. Macé – V. Rosnarho – H. Bourdonnais – M. Chaplain – G. Kuntz – D. Boulaire – B. Delanoë – V. Rebours – M. Devrand – I. Crézé – E. Allanic – A. Mercier – I. Lévêque – S. Hamon – F. Deniaux – E. Guy-Claereboudt – P. Carrière & A. Le Texier formant la majorité des membres en exercice.

**Étaient absents excusés :** M. Cosson donnant procuration à A. Guennou, A.G. Depagne donnant procuration à A. Jégouic, S. Desbois donnant procuration à M. Colas, S. Rault donnant procuration à M. Devrand, F. Le Meur donnant procuration à K. Guessant.

**Était absent :**

Monsieur Antony Jégouic est nommé secrétaire et madame Aurélie Le Texier, secrétaire adjointe.

## **OBJET :**

### **AUTORISATION SPÉCIALE D'OUVERTURE DE CRÉDITS AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2023**

**Rapporteur :** Morgane COLAS, adjointe à l'Administration Générale, aux Finances et aux Ressources Humaines

Lorsque le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'article L. 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales autorise l'exécutif à mettre en recouvrement les recettes et engager, liquider et mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Parallèlement, le Maire est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget, le Maire peut, sur autorisation du Conseil Municipal, engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits liés au remboursement de la dette.

Les dépenses à prendre en compte sont les dépenses réelles de la section d'investissement votées au budget N-1 ; en revanche les crédits inscrits en Restes A Réaliser (RAR) ne doivent pas être retenus pour déterminer le quart des ressources susceptibles d'être engagées et liquidées avant le vote du budget.

Chapitre - désignation	BP 2022 hors RAR	Décisions modificatives 2022	Montant maximum autorisé
165 - Dépôts et cautionnements		400 €	100 €
20 - Immobilisations incorporelles	7 800 €		1 950 €
204 - Subvention d'équipement	807 522 €		201 880 €
21 - Immobilisations corporelles	263 764 €		65 941 €
23 - Immobilisations en cours	978 210 €	-233 645 €	186 141 €

Envoyé en préfecture le 13/12/2022

Reçu en préfecture le 13/12/2022

Affiché le **13 DEC. 2022**

ID : 022-212200810-20221213-2022\_144-DE

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :**

- **D'AUTORISER** madame le Maire à engager, liquider et mandater des dépenses de fonctionnement, au titre de l'exercice 2023 dans les conditions fixées par l'article L. 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, dans la limite des dépenses réelles de fonctionnement inscrites au budget 2022, soit 4 099 425 euros ;
- **D'AUTORISER** madame le Maire à engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement, au titre de l'exercice 2023 dans les conditions fixées par l'article L. 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales pour un montant maximal de 456 012 euros.

Annie GUENNOU,  
Maire.

